

Unité interdépartementale d'Indre-et-Loire et de Loir-et-Cher
ZA n°2 des Ailes
25-26 rue des Ailes
37210 PARCAY MESLAY

PARCAY MESLAY, le 24/01/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 17/01/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

MICHELIN

12, rue Gustave Eiffel
CS 90424
37304 JOUE LES TOURS

Références : 2022 - 108
Code AIOT : 0010000702

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/01/2023 dans l'établissement MICHELIN implanté 12, rue Gustave Eiffel CS 90424 37304 JOUE LES TOURS. L'inspection a été annoncée le 09/01/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Un épandage accidentel d'huiles usagées est survenu sur le site dans la nuit du 13 au 14 décembre 2022. L'exploitant en a informé l'inspection par courriel du 5 janvier 2023. Si plusieurs échanges de courriels ont eu lieu ce même jour pour préciser les circonstances de l'évènement et les suites données, il a été jugé utile de réaliser une visite d'inspection.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- MICHELIN
- 12, rue Gustave Eiffel CS 90424 37304 JOUE LES TOURS
- Code AIOT : 0010000702
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'exploitation du site de la société MFP MICHELIN situé 12 rue Gustave Eiffel sur la commune de Joué-lès-Tours, est autorisée par arrêté préfectoral d'autorisation n° 20589 du 6 juillet 2018 relatif à

l'actualisation des prescriptions applicables à l'établissement.

L'établissement MFP MICHELIN située sur la commune de Joué-lès-Tours emploie 200 personnes et s'étend sur environ 8 ha. Le fonctionnement se fait en 3/8 du lundi au vendredi et exceptionnellement en 2/12 le week-end.

Sont réalisées au sein de cet établissement des activités de fabrication de membranes en caoutchouc et de calandrage (récupération de gommages en provenance d'autres sites du groupe pour transformation et réexpédition).

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- épandage accidentelle d'huiles usagées dans l'enceinte de l'établissement
- Procédures/consignes d'intervention et de gestion
- prévention de la pollution des eaux
- gestion des déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Déclaration incident/ accident	Arrêté Préfectoral du 06/07/2018, article 2.5.1	/	Sans objet
2	Procédures/ Consignes	Arrêté Préfectoral du 06/07/2018, article 7.4.1	/	Sans objet
3	Consignes de sécurité	Arrêté Préfectoral du 06/07/2018, article 7.7.5	/	Sans objet
7	Isolement des réseaux	Arrêté Préfectoral du 06/07/2018, article 4.2.4.1	/	Sans objet
12	Justificatifs des filières d'élimination des déchets	Arrêté Préfectoral du 06/07/2018, article 5.1.4	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
4	Formation du personnel	Arrêté Préfectoral du 06/07/2018, article 7.4.5	/	Sans objet
5	Plan des réseaux	Arrêté Préfectoral du 06/07/2018, article 4.2.2	/	Sans objet
6	Bassin de confinement	Arrêté Préfectoral du 06/07/2018, article 7.7.7.1	/	Sans objet
8	Point de rejet/Traitement/Vanne d'obturation	Arrêté Préfectoral du 06/07/2018, article 4.3.5	/	Sans objet
9	Valeur limite d'émission (eaux résiduaires)	Arrêté Préfectoral du 06/07/2018, article 4.3.1.9	/	Sans objet
10	Eaux pluviales susceptibles d'être polluées	Arrêté Préfectoral du 06/07/2018, article 4.3.12	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
11	Bordereau de suivi des déchets	Arrêté Préfectoral du 06/07/2018, article 5.1.6	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection figurent dans les tableaux ci-dessus.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Déclaration incident/accident

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/07/2018, article 2.5.1
Thème(s) : Risques accidentels, Déclaration incident/accident
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu à déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement. Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme. Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.
Constats : L'exploitant doit veiller dorénavant à déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement.
Observations : Dans la nuit du 13 décembre 2022, un stockage d'huiles usagées conditionné en GRV a été manutentionné avec sa capacité de rétention à l'aide d'un chariot élévateur en vue d'une future élimination comme déchet (opération de pompage prévue). La capacité de rétention, sans dispositif d'insertion des fourches de chariots élévateurs, et donc non adaptée pour être manutentionnée de la sorte, a glissé des fourches avant de s'écraser au sol et provoquer le déversement d'environ 500 litres d'huiles usagées stockées au sein du GRV. Le cariste a immédiatement épandu de la sépiolite (agent absorbant) pour contenir et limiter le ruissellement d'huiles et alerté le personnel d'intervention par l'intermédiaire de l'agent de gardiennage situé à l'accueil du site. Néanmoins, en dépit des procédures établies à appliquer en de telles circonstances (fiches réflexes PVA n°1 : déversement de substances, et PVA n° 13 : déversement accidentel sur le site), le personnel en présence et notamment l'astreinte n'ont pas fait procéder à l'obturation immédiate de la vanne guillotine du bassin de confinement. L'exploitant a néanmoins précisé que le séparateur à hydrocarbures placé en aval du bassin de confinement (et donc en sortie de réseau d'évacuation des eaux du site) a pris le relais pendant ce laps de temps. Après mise en oeuvre de la vanne guillotine, l'exploitant a fait procéder au pompage des eaux polluées récupérées par l'intermédiaire du bassin de confinement, ainsi que de la sépiolite souillée (intervention de la société SARP OSIS). Dans le même temps, des prélèvements pour analyses des eaux du cours d'eau "Le Pissot" au niveau du point de rejet de l'établissement ont été réalisés pour écarter toute pollution du milieu naturel (rapport Inovalys). Consécutivement, les procédures (fiches réflexes déversement, consigne mise en oeuvre de la vanne guillotine) dédiées à la gestion de ce genre d'évènement ont été renforcées pour une prise en compte améliorée et plus adaptée. Bien que l'évènement ait globalement été bien géré par l'exploitant, son information auprès des services d'inspection n'a été faite que le 5 janvier 2023, complété de différents échanges de courriels du même jour avec l'inspection.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Procédures/Consignes

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/07/2018, article 7.4.1
Thème(s) : Risques accidentels, Procédures/Consignes
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Les opérations comportant des manipulations susceptibles de créer des risques, en raison de leur nature ou de leur proximité avec des installations dangereuses, et la conduite des installations, dont le dysfonctionnement aurait par leur développement des conséquences dommageables pour le voisinage et l'environnement (phases de démarrage et d'arrêt, fonctionnement normal, entretien...) font l'objet de procédures et instructions d'exploitation écrites et contrôlées.</p>
<p>Constats : L'exploitant doit mettre à jour la consigne encadrant l'évacuation comme déchets des huiles usagées afin d'éviter tout accident d'épandage.</p>
<p>Observations : Consécutivement à l'épandage accidentel d'huiles usagées au droit du sol de l'établissement, l'exploitant a clarifié et renforcé les procédures et les consignes de gestion.</p> <p>Notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - La fiche réflexe PVA n°1 sur le déversement de substances (huiles, FOD/gazoil/essence, et produit chimique) prévoit dorénavant l'obturation systématique du bassin de confinement par la mise en oeuvre de la vanne guillotine prévue à cet effet et renvoie pour ce faire à la fiche réflexe PVA n° 13. Cette fiche ne le mentionnait pas précédemment. - La fiche réflexe PVA n° 13 sur les déversements accidentels qui intégrait déjà la fermeture systématique de la vanne guillotine renvoie dorénavant à un logigramme de mise en oeuvre de ce dispositif. - Le logigramme de mise en oeuvre de la vanne guillotine (fiche réflexe PVA n° 13 bis) a été mis à jour et clarifié. Comme précisé par l'exploitant, il sera par ailleurs prochainement affiché à proximité de la vanne guillotine. <p>Les fiches réflexes mentionnées ci-dessus et mises à jour ont été examinées. Elles n'appellent pas de remarque particulière de la part de l'inspection.</p> <p>En revanche, l'exploitant a indiqué que la procédure de gestion des déchets avant enlèvement, et notamment des huiles usagées conditionnées en GRV est en cours de réexamen. En attendant, une consigne interdisant tout déplacement est affichée sur les GRV de stockage d'huiles usagées (affichage constaté).</p> <p>Deux pistes sont envisagées par l'exploitant : soit une évacuation comme déchet de l'ensemble (huiles usagées + conditionnement, sans opération de pompage sur site), soit une adaptation des modes de stockage et de transport des huiles usagées (capacité de rétention équipée d'un dispositif d'insertion des fourches avec garde corps pour empêcher tout glissement de la rétention et du GRV en cas de déplacement pour pompage).</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Consignes de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/07/2018, article 7.7.5
Thème(s) : Risques accidentels, Consignes de sécurité
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Sans préjudice des dispositions du code du travail, les modalités d'application des dispositions du présent arrêté sont établies, intégrées dans des procédures générales spécifiques et/ou dans les procédures et instructions de travail, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel. Ces consignes indiquent notamment : [...] - les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides) ; - les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une canalisation contenant des substances dangereuses et notamment les conditions d'évacuation des déchets et eaux souillées en cas d'épandage accidentel ; [...] - la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc. - la procédure permettant d'isoler le site afin de prévenir tout transfert de pollution vers le milieu récepteur.
Constats : Les éléments de la procédure d'alerte doivent être précisés et mis à jour de sorte que les services d'inspection soient informés dans les meilleurs délais des accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement des installations qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement.
Observations : Comme évoqué précédemment, il a été constaté la mise à jour des procédures d'intervention interne en cas de fuites/déversement de substances. Il a également été constaté l'existence d'une procédure d'alerte faisant apparaître des dispositions d'information des services d'inspection dont l'interprétation n'a pas conduit le personnel, dans la situation rencontrée, le 13 décembre, à déclencher rapidement cette information. Les services d'inspection ont été informés tardivement (incident du 13 décembre, information du 5 janvier), nécessitant la révision de cette procédure d'alerte.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Formation du personnel

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/07/2018, article 7.4.5
Thème(s) : Risques accidentels, Formation du personnel
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Outre l'aptitude au poste occupé, les différents opérateurs et intervenants sur le site, y compris le personnel intérimaire, reçoivent une formation sur les risques inhérents des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou accident et, sur la mise en oeuvre des moyens d'intervention.
Constats : Pas de non respect constaté.
Observations : Comme évoqué précédemment, l'exploitant a mis en place des consignes d'intervention au travers de fiches réflexes permettant de gérer les situations accidentelles survenant dans l'établissement. L'exploitant a précisé que ces consignes sont diffusées auprès de l'ensemble du personnel et qu'il s'assure de leur bonne connaissance au travers de la réalisation régulière d'exercices de mise en situation. Au vu de l'actualisation des fiches réflexes permettant de gérer les situations accidentelles survenant dans l'établissement et des exercices programmés, comme l'a indiqué l'exploitant, ces éléments n'appellent pas de remarque particulière de la part de l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Plan des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/07/2018, article 4.2.2
Thème(s) : Risques accidentels, Plan des réseaux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Un schéma de tous les réseaux d'eau et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours. Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte doit notamment faire apparaître : <ul style="list-style-type: none">• l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation ;• les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire, ...);• les secteurs collectés et les réseaux associés ;• les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...);• les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).
Constats : Pas de non respect constaté.
Observations : L'exploitant a présenté un plan des réseaux mis à jour par le bureau d'étude INGEROP Grand Centre le 19 décembre 2016. Son examen ne suscite aucune remarque. Ce document semble à jour.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Bassin de confinement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/07/2018, article 7.7.7.1
Thème(s) : Risques accidentels, Bassin de confinement
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les réseaux d'assainissement susceptibles de recueillir l'ensemble des eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux d'extinction et de refroidissement) sont raccordés à un bassin de confinement étanche aux produits collectés et d'une capacité minimum de 2100 m3 avant rejet vers le milieu naturel. La vidange suivra les principes imposés par l'article 4.3.1.2 traitant des eaux pluviales susceptibles d'être polluées.
Constats : Pas de non respect constaté.
Observations : il a été constaté que l'établissement comporte un bassin de confinement susceptible de recueillir l'ensemble des eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie par la mise en oeuvre de la vanne guillotine situé en sortie de réseau. L'exploitant a confirmé que son volume était de 2100 m3, auxquels 200 m3 supplémentaires viennent s'ajouter par la prise en compte du volume des canalisations du réseau d'évacuation des eaux du site, portant le volume total de confinement à 2300 m3. Ces éléments n'appellent pas de remarque particulière de la part de l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Isolement des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/07/2018, article 4.2.4.1
Thème(s) : Risques accidentels, Isolement des réseaux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Un système doit permettre l'isolement des réseaux d'assainissement de l'établissement par rapport à l'extérieur. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et/ou à partir d'un poste de commande. Leur entretien préventif et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.
Constats : L'exploitant doit confirmer la possibilité de fermer manuellement la vanne guillotine située en bout de réseau, tout en précisant le temps requis par cette opération.
Observations : Une vanne guillotine est située en bout de réseau, en aval du bassin de confinement de 2100 m3 et en amont du 3ème séparateur à hydrocarbures (sortie site). Cette vanne est équipée d'un double fonctionnement, à la fois automatique (3 postes de pilotage : au droit de la vanne, au niveau du local d'accueil et de gardiennage, ainsi qu'au niveau du local chaufferie), et manuel (pilotage au droit de la vanne). Comme évoqué précédemment (point de contrôles procédures/consignes), l'exploitant a mis en place une consigne de mise en oeuvre de cet équipement (fiche réflexe PVA n° 13 bis). Cette consigne, qui a été examinée lors de cette inspection, sera prochainement affichée au droit de la vanne pour en faciliter la mise en oeuvre. La mise en oeuvre de la vanne guillotine a été testée le jour de l'inspection : <ul style="list-style-type: none">- La mise en oeuvre automatique au droit de la vanne a fonctionné correctement sans appeler de remarque particulière.- En revanche, si la mise en oeuvre manuelle semble fonctionner, il est à noter que le test a été interrompu du fait de la lenteur de la fermeture de la vanne.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Point de rejet/Traitement/Vanne d'obturation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/07/2018, article 4.3.5
Thème(s) : Risques accidentels, Point de rejet/Traitement/Vanne d'obturation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les réseaux de collecte des effluents générés par l'établissement aboutissent au point de rejet situé derrière le bassin de récupération d'un volume de 2100 m ³ . Ce point de rejet est associé à un séparateur à hydrocarbures muni d'une obturation automatique et manuelle.
Constats : Pas de non respect constaté.
Observations : L'examen du plan des réseaux de l'établissement et les constats faits sur site permettent de confirmer l'existence de réseaux de collecte des effluents générés par l'établissement jusqu'au point de rejet situé derrière le bassin de récupération d'un volume de 2100 m ³ , derrière lequel a été implanté un séparateur à hydrocarbures muni d'une obturation automatique et manuelle (cf point de contrôle "isolement des réseaux"). Il convient de noter que l'établissement possède sur site deux autres séparateurs à hydrocarbures pré-traitant les rejets. Ces éléments n'appellent pas de remarque particulière de la part de l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Valeur limite d'émission (eaux résiduaires)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/07/2018, article 4.3.1.9
Thème(s) : Risques chroniques, Valeur limite d'émission (eaux résiduaires)
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux résiduaires dans le milieu récepteur considéré et après leur épuration, la valeur limite en concentration moyenne journalière suivante : - hydrocarbures totaux : 10 mg/l
Constats : Pas de non respect constaté.
Observations : Consécutivement à l'épandage accidentel d'huiles usagées au droit du site dans la nuit du 13 au 14 décembre 2022, l'exploitant a fait réaliser un prélèvement des eaux du cours d'eau du Pissot au droit du point de rejet de l'établissement le 14 décembre à 9h30. L'analyse effectuée par le laboratoire INOVALYS n'a révélé aucun dépassement des valeurs limites réglementaires (rapport INOVALYS enregistré le 14 décembre 2022 : le résultat de l'indice hydrocarbure est inférieure à 0,1 mg/L). Il convient de noter que la fréquence réglementaire d'analyse est trimestrielle. Depuis l'épisode de sécheresse rencontré l'été dernier, le renforcement du suivi des rejets de l'établissement a conduit l'exploitant à réaliser ces analyses mensuellement. Les résultats du rapport d'analyses de novembre 2022 ne révèle aucun dépassement concernant l'indice hydrocarbure. L'exploitant a également précisé que l'entretien de cet équipement se fait également mensuellement. Ces éléments n'appellent pas de remarque particulière de la part de l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Eaux pluviales susceptibles d'être polluées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/07/2018, article 4.3.12
Thème(s) : Risques accidentels, Eaux pluviales susceptibles d'être polluées
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les eaux pluviales polluées et collectées dans les installations sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées. En l'absence de pollution préalablement caractérisée, elles pourront être évacuées vers le milieu récepteur dans les limites autorisées par le présent arrêté.
Constats : Pas de non respect constaté.
Observations : Comme évoqué précédemment, le rapport d'analyse INOVALYS du 14 décembre 2022 montre le respect des valeurs limites réglementaires des rejets de l'établissement pour l'indice hydrocarbure. En parallèle, après obturation de la vanne guillotine située en bout de réseau, l'exploitant a fait pomper par la société SARP OSIS les eaux souillées par les huiles usagées épandues stockées dans le bassin de confinement, en vue de les évacuer comme déchets (bordereau de suivi de déchets n° 20221214-W86RHPGQW). Ces éléments n'appellent de remarque particulière de l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : Bordereau de suivi des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/07/2018, article 5.1.6
Thème(s) : Risques chroniques, Bordereau de suivi des déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Chaque lot de déchets dangereux expédié vers l'extérieur est accompagné du bordereau de suivi défini à l'article R. 541-45 du code de l'environnement.
Constats : Pas de non respect constaté.
Observations : Le bordereau de suivi de déchets n° BSD-20221214-W86RHPGQW du 14 décembre 2022 (eaux souillées issues du pompage du bassin de confinement et du séparateur à hydrocarbures) est correctement renseigné. Pour précision, la société SARP OSIS a assuré le pompage et le transport, alors que la société SOA a assuré l'élimination finale de ces déchets. Ces éléments n'appellent pas de remarque particulière de l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 12 : Justificatifs des filières d'élimination des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/07/2018, article 5.1.4
Thème(s) : Risques chroniques, Justificatifs des filières d'élimination des déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant oriente les déchets produits dans des filières d'élimination ou de valorisation propres à garantir les intérêts visés à l'article L.511-1 et L. 541-1 du code de l'environnement. Il s'assure que la personne à qui il remet les déchets est autorisée à les prendre en charge et que les installations destinataires (installations de traitement ou intermédiaires) sont régulièrement autorisées ou déclarées à cet effet au titre de la législation sur les installations classées.
Constats : L'exploitant doit pouvoir justifier avoir recours à des filières régulièrement autorisées pour l'élimination des déchets produits par son établissement (le justificatif de la société SOA n'a pas été présenté).
Observations : Si l'exploitant a présenté l'arrêté préfectoral d'autorisation de la société SARP OSIS, il n'a pas été en mesure de présenter le justificatif de l'autorisation de la société SOA.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet